



ASSOCIATION ENTRE LES TRANSFERTS MONÉTAIRES ET LA PROTECTION SOCIALE DANS LA RÉGION MENA

AIDE-MÉMOIRE

Gabrielle Smith

RÉSUMÉ

À PROPOS DE CET AIDE-MÉMOIRE

L'association entre les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale est devenue un sujet de plus en plus important au cours des cinq dernières années, et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est au cœur même de cette évolution.

Objectif : S'assurer que les formateurs et formatrices du CaLP et les participant-e-s aux formations de la région MENA (et d'ailleurs) ont accès aux exemples d'association entre les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale les plus pertinents et importants de la région.

Couverture : Iraq, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie, Turquie et Yémen

Volets :

- Un aide-mémoire résumant les principales activités (programmes, évaluations et analyses, événements et initiatives politiques et de coordination) pertinentes, mettant en relief les principales leçons tirées et renvoyant à des documents sur le même sujet.
- Études de cas nationales approfondies sur les expériences d'association entre les transferts monétaires et la protection sociale au Liban, en Iraq et au Yémen.

ASSOCIER L'ASSISTANCE MONÉTAIRE ET LA PROTECTION SOCIALE : ÉTAT DES LIEUX

Cette section résume les tendances observées en matière de transferts monétaires et de protection sociale dans les pays concernés, et fournit un cadre contextuel en vue de l'association entre les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale dans chaque pays.

Pays	Contexte d'urgence	Principaux/ales acteurs/trices des transferts monétaires	Contexte de protection sociale	Approche de l'association
Iraq	Déplacé-e-s internes (et un certain nombre de réfugié-e-s)	PAM HCR UNICEF Cash Consortium for Iraq (CCI)	Système de protection sociale émergent : le Réseau de protection sociale est le programme principal de transferts monétaires.	Alignement entre l'intervention d'urgence et la programmation à plus long terme : transition de la prise en charge d'urgence (déplacé-e-s internes) vers les systèmes nationaux.
Jordanie	Crise des réfugié-e-s et populations hôtes pauvres	PAM UNICEF HCR	Système de protection sociale émergent : le Fonds national d'aide est le programmes principal de transferts monétaire.	Alignement entre l'intervention d'urgence et la programmation à plus long terme : transition de la prise en charge d'urgence (réfugié-e-s) vers les systèmes nationaux.
Liban	Crise des réfugié-e-s, ainsi que crises politiques et populations hôtes pauvres	PAM UNICEF HCR	Système de protection sociale émergent : le Programme national de ciblage de la pauvreté est le principal filet de sécurité (et comprend un volet limité de coupons).	Alignement entre l'intervention d'urgence et la programmation à plus long terme : convergence des éléments de conception et de mise en œuvre du programme en faveur de la population nationale et des réfugié-e-s.
Palestine	Blocus, avec des conflits violents occasionnels	PAM UNICEF	Émergent : Palestinian National Cash Transfer Programme (NCTP, Programme national de transferts monétaires) est le programme principal.	Transfert de l'aide internationale vers les systèmes nationaux : aide octroyée selon le cadre programmatique commun entre les organisations de développement, les humanitaires et les autorités nationales.
Syrie	Conflit	PAM	Système limité de protection sociale (conflit).	Prestation de services dans les contextes de conflits : aide humanitaire servant de fondation au système futur de protection sociale.
Turquie	Crise des réfugié-e-s	FISCR (précédemment PAM) Croix-Rouge turque (CRT) UNICEF	Système national de protection sociale d'envergure : éventail de transferts monétaires, dont le programme intégrant des transferts monétaires conditionnels pour l'éducation (Conditional Cash Transfer for Education ou CCTE) est le programme principal.	Transfert de l'aide internationale vers les systèmes nationaux : utilisation de l'infrastructure de protection sociale pour l'intervention d'urgence internationale.
Yémen	Conflit	PAM UNICEF	Important système national de protection sociale dans le passé, le Fonds d'assistance sociale (SWF, Social Welfare Fund) et le Fonds social pour le développement (SFD, Social Fund for Development) étant les principaux programmes. Très limités à présent du fait du conflit.	Prestation de services dans les contextes de conflits : acteurs/trices humanitaires et du développement tirant profit et préservant une partie des institutions et des pratiques de protection sociale préexistantes.

ASSOCIATION ENTRE LA PROTECTION SOCIALE ET LES TRANSFERTS MONÉTAIRES HUMANITAIRES : RÉSUMÉ DES PRINCIPALES ACTIVITÉS

Des activités diversifiées sont la principale caractéristique de l'expérience dans la région. Elles vont au-delà de l'« intervention » programmatique elle-même pour mettre l'accent sur la planification de la préparation et les évaluations ex ante, le renforcement des capacités, la coordination et les principaux événements qui ont encouragé l'adhésion politique. Cette section les résume sous forme d'une série de tableaux détaillant les principales activités de chaque pays concerné et renvoyant aux ressources principales.

LEÇONS PRIMORDIALES

Cette section résume les principales leçons tirées des expériences à ce jour qui sont comparables dans tous les pays de la région.

Des facteurs juridiques et politiques peuvent favoriser ou compromettre cette approche : la documentation met en lumière le rôle primordial du dialogue et de la volonté politiques dans la facilitation ou la restriction des efforts d'association dans la région, et l'étendue de la faisabilité. La nature de la crise influence également le soutien politique à l'association dans les pays où l'inclusion/l'intégration des réfugié-e-s dans le système national de protection sociale reste délicate sur le plan politique.

Points d'entrée : les expériences diverses dans la région soulignent le fait que les facteurs contextuels, tels que la maturité, la fonctionnalité, la couverture et la capacité des systèmes de protection sociale, jouent un rôle tout aussi important que les aspects juridiques et la volonté politique en termes de faisabilité et d'étendue de l'association. Ceci dit, les expériences montrent qu'il est malgré tout susceptible d'exister des points d'entrée pour l'association entre les transferts monétaires et la protection sociale, y compris lorsque les systèmes nationaux de protection sociale ne sont pas bien développés, et lorsque l'expansion de ces systèmes pour inclure les populations déplacées fait face à des obstacles politiques et juridiques. Les acteurs et actrices humanitaires peuvent trouver des points d'entrée variés promouvant l'association, au-delà de leur rôle « traditionnel » d'agent-e-s de mise en œuvre des transferts monétaires. Dans presque tous les pays pris en considération, les discussions et les activités ont été dominées par certains bailleurs de fonds et certaines agences des Nations Unies. En revanche, en Iraq, des points d'entrée existent pour une multiplicité d'acteurs et d'actrices, y compris des ONG internationales qui se sont organisées sous forme du consortium Cash Consortium for Iraq (CCI) et continuent à jouer un rôle plus important dans la conception et la mise en œuvre de l'élément monétaire de l'intervention humanitaire.

Il est crucial de se rendre compte des limitations, ainsi que des avantages, de l'association entre les transferts monétaires et les systèmes de protection sociale : par exemple, la compréhension des compromis impliqués par différents aspects de l'optimisation des ressources ; le besoin de comprendre et de traiter des lacunes de capacités des institutions nationales ; et l'importance d'adapter les processus de protection sociale pour qu'ils soient pertinents et efficaces dans le contexte d'urgence. L'aide humanitaire est encore nécessaire pour combler les lacunes, tout au moins à court et moyen terme.

Importance de la coordination : elle est nécessaire à plusieurs niveaux afin de promouvoir les efforts d'association entre les transferts monétaires et la protection sociale. Cela comprend la coordination entre les ministères responsables de la protection sociale et de l'intervention en cas de catastrophe ; entre le gouvernement et les acteurs et actrices internationaux/ales ; entre les partenaires humanitaires et du développement ; et entre les acteurs et actrices internationaux/ales de l'humanitaire eux/elles-mêmes. Les priorités conflictuelles des organisations opérationnelles, chacune souhaitant conserver son empreinte organisationnelle et ses propres systèmes, peuvent diminuer les incitations à collaborer.

Les progrès requièrent une vision et un financement à long terme « pour l'ensemble du nexus » : il est important d'élaborer des stratégies réalistes pour l'association entre les transferts monétaires et la protection sociale à plus long terme, et pour un financement issu non seulement du développement, mais également de l'humanitaire, afin d'y aboutir.

I À PROPOS DE CET AIDE-MÉMOIRE

L'association entre les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale est devenue un sujet de plus en plus important au cours des cinq dernières années, ce qui reflète une emphase plus large sur le « nexus humanitaire-développement ». Au cours de cette période, l'expérimentation et l'apprentissage, ainsi que la diversité d'approches et l'implication plus stratégique, se sont accrus. Certes, les expériences et l'apprentissage émergent des programmes de toutes les régions dans le monde. Cependant, ce sont les interventions au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MENA) qui sont au cœur de cette évolution, le caractère prolongé des crises dans de nombreux pays ayant créé un environnement propice.

Le CaLP s'est impliqué précédemment dans la gestion des connaissances et le renforcement des capacités à ce sujet, y compris la publication d'orientations fondées sur les premières expériences mondiales en 2016, ainsi que les deux cours de renforcement des capacités et un cours en ligne. Le CaLP a commandé cette ressource sur l'association entre les transferts monétaires et la protection sociale dans la région MENA dans le cadre de ses efforts continus d'actualisation de ses travaux de renforcement des capacités dans cet espace. De plus, ces travaux complètent la préparation simultanée par le CaLP d'un document d'information de haut niveau sur la toute dernière analyse et les nouvelles pratiques d'association entre les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale, ainsi qu'un document de recommandations stratégiques visant à façonner l'approche de renforcement des capacités du CaLP sur ce thème.

Objectif : S'assurer que les formateurs et formatrices du CaLP et les participant-e-s aux formations de la région MENA (et d'ailleurs) ont accès aux exemples d'association entre les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale les plus pertinents et les plus importants de la région.

Couverture : Iraq, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie, Turquie et Yémen

Il comprend :

- Un aide-mémoire résumant les principales activités (programmes, évaluations et analyses, événements et initiatives politiques et de coordination) pertinentes, mettant en relief les principales leçons tirées et renvoyant à des documents sur le même sujet.
- Des études de cas nationales approfondies sur les expériences d'association entre les transferts monétaires et la protection sociale au Liban, en Iraq et au Yémen.

2 ASSOCIER L'ASSISTANCE MONÉTAIRE ET LA PROTECTION SOCIALE : ÉTAT DES LIEUX

Dans les pays concernés, les transferts monétaires ont progressivement pris de l'importance au cours de chaque intervention humanitaire lors des cinq dernières années. Les transferts monétaires ont tendance à être consolidés en un nombre plus réduit de programmes de grande taille répondant aux besoins de l'ensemble des secteurs. Ces programmes sont gérés par moins d'acteurs/trices, principalement des agences des Nations Unies. L'autre tendance est une stratification des transferts monétaires à usages multiples avec d'autres programmes à grande échelle afin de répondre aux besoins spécifiques des enfants dans le cadre d'un « filet de sécurité » (au Liban, en Jordanie et en Turquie). D'autres programmes de transferts monétaires de taille beaucoup plus réduite perdurent également. Le caractère prolongé des crises a octroyé le temps et l'espace nécessaires à la discussion de programmes concernant « l'ensemble du nexus » et l'accentuation de solutions durables. Ceci dit, le contexte opérationnel spécifique, y compris la nature de la crise, le niveau de développement du système de protection sociale et les aspects économiques et politiques ayant un impact sur la protection sociale, varie selon les pays. La Figure 1 présente le cadre contextuel de l'association entre les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale dans chaque pays.

Figure 1 : Cadre contextuel des pays concernés¹

Pays	Contexte d'urgence	Principaux/ales acteurs/trices des transferts monétaires	Contexte de protection sociale	Approche de l'association
Iraq	Déplacé-e-s internes (et un certain nombre de réfugié-e-s)	PAM HCR UNICEF Cash Consortium in Iraq (CCI)	Système de protection sociale émergent : le Réseau de protection sociale est le programme principal de transferts monétaires.	Alignement entre l'intervention d'urgence et la programmation à plus long terme : transition de la prise en charge d'urgence (déplacé-e-s internes) vers les systèmes nationaux.
Jordanie	Crise des réfugié-e-s et populations hôtes pauvres	PAM UNICEF HCR	Système de protection sociale émergent : le Fonds national d'aide est le programmes principal de transferts monétaire.	Alignement entre l'intervention d'urgence et la programmation à plus long terme : transition de la prise en charge d'urgence (réfugié-e-s) vers les systèmes nationaux.
Liban	Crise des réfugié-e-s, ainsi que crises politiques et populations hôtes pauvres	PAM UNICEF HCR	Système de protection sociale émergent : le Programme national de ciblage de la pauvreté est le principal filet de sécurité (et comprend un volet limité de coupons).	Alignement entre l'intervention d'urgence et la programmation à plus long terme : convergence des éléments de conception et de mise en œuvre du programme en faveur de la population nationale et des réfugié-e-s.
Palestine	Blocus, avec des conflits violents occasionnels	PAM UNICEF	Émergent : Palestinian National Cash Transfer Programme (NCTP) est le programme principal.	Transfert de l'aide internationale vers les systèmes nationaux : aide octroyée selon le cadre programmatique commun entre les organisations de développement, les humanitaires et les autorités nationales.
Syrie	Conflit	PAM	Système limité de protection sociale (conflit).	Prestation de services dans les contextes de conflits : aide humanitaire servant de fondation au système futur de protection sociale.
Turquie	Crise des réfugié-e-s	FISCR (précédemment PAM) Croix-Rouge turque (CRT) UNICEF	Système national de protection sociale d'envergure : éventail de transferts monétaires, dont le programme intégrant des transferts monétaires conditionnels pour l'éducation (Conditional Cash Transfer for Education ou CCTE) est le programme principal.	Transfert de l'aide internationale vers les systèmes nationaux : utilisation de l'infrastructure de protection sociale pour l'intervention d'urgence internationale.
Yémen	Conflit	PAM UNICEF	Système national de protection sociale d'envergure dans le passé, le Fonds d'assistance sociale (SWF, Social Welfare Fund) et le Fonds social pour le développement (SFD, Social Fund for Development) étant les principaux programmes. Limités à présent du fait du conflit.	Prestation de services dans les contextes de conflits : acteurs/trices humanitaires et du développement tirant profit et préservant une partie des institutions et des pratiques de protection sociale préexistantes.

¹ Ce cadre s'appuie sur une typologie élaborée par Gentilini et al. (2018) qui concernait le Liban, le Yémen, la Syrie et la Palestine.

3 ASSOCIATION ENTRE LA PROTECTION SOCIALE ET LES TRANSFERTS MONÉTAIRES HUMANITAIRES : RÉSUMÉ DES PRINCIPALES ACTIVITÉS

Des activités diversifiées caractérisent l'expérience dans l'ensemble de la région. Ces activités vont au-delà de l'« intervention » programmatique (souvent le thème principal de la documentation sur la protection sociale réactive aux chocs, selon la typologie renommée d'options élaborée par OPM²) et mettent également l'accent sur les études de faisabilité et les évaluations d'options ex ante, la planification de la préparation, le renforcement des capacités et la coordination. Les conférences de haut niveau sont une autre activité cruciale dans la région MENA et ont contribué à l'adhésion politique.

Ces activités plus larges sont possibles grâce aux mécanismes de bailleurs de fonds, tels que le Dispositif d'assistance technique d'ECHO et le cadre Better Assistance in Crisis (BASIC) du DFID³.

3.1 PLANIFICATION DE LA PRÉPARATION ET ÉVALUATIONS

Pays	Détails	Date	Ressources
Iraq	Le PAM a effectué une étude exploratoire permettant de cartographier les principaux programmes gouvernementaux de filet de sécurité et les programmes de transferts monétaires humanitaires opérant en Iraq, comparant leur couverture et leurs capacités, leur conception et leurs caractéristiques de mise en œuvre, et leur complémentarité, afin d'identifier les options appropriées d'association entre les transferts monétaires et la protection sociale. Cette étude a eu lieu dans neuf pays dans le cadre d'un Dispositif d'assistance technique de la CE et visait à explorer la manière dont les systèmes de protection sociale peuvent être renforcés dans des contextes fragiles et de déplacements forcés afin de répondre aux besoins humanitaires de manière plus rentable, efficace et prévisible.	Terminé en 2018	PAM (2019). Identifying opportunities to transition the chronically poor and vulnerable from humanitarian assistance to national schemes, Note d'information du PAM, PAM.
Jordanie	Tout en continuant à soutenir l'intervention humanitaire en faveur des réfugié-e-s syrien-ne-s en Jordanie, le DFID vise également à renforcer à moyen terme le système jordanien de protection sociale afin d'intervenir de manière plus durable et efficace en faveur des Jordanien-ne-s vivant dans la pauvreté et des réfugié-e-s. Le DFID a recherché une assistance technique afin d'évaluer le programme principal de transferts monétaires, le Fonds national d'aide, et de présenter des options de renforcement progressif du Fonds national d'aide par le biais des bailleurs de fonds, de type de soutien nécessaire et de promotion d'une intégration à terme des réfugié-e-s.	En cours (2020)	DFID (2019). TERMS OF REFERENCE: STRATEGIC ADVICE TO DFID TO STRENGTHEN THE REACH OF THE SOCIAL PROTECTION SYSTEM IN JORDAN, décembre 2019. (Le rapport devrait être publié en juin 2020).

² Oxford Policy Management (2018), Rapport de synthèse Shock-Responsive Social Protection Systems Research, OPM, disponible sur : <https://www.opml.co.uk/projects/shock-responsive-social-protection-systems>

³ Better Assistance in Crisis (BASIC) est un programme du DFID géré de manière centralisée et visant à aider les personnes pauvres et vulnérables à mieux surmonter les crises et à répondre à leurs besoins essentiels par le biais d'une assistance sociale plus efficace dans les contextes de chocs récurrents, de conflits prolongés et de déplacements forcés. BASIC vise à traiter les goulots à l'échelle mondiale et nationale qui entravent l'utilisation accrue des approches de protection sociale en cas de crises par le biais de la recherche et de l'assistance technique, fournissant une expertise et un soutien pour le cadrage, la conception et la mise en œuvre de systèmes d'assistance plus efficaces.

Pays	Détails	Date	Ressources
Liban	Le Fonds fiduciaire de l'Union européenne (EUTF) a lancé une mission d'expert-e-s afin d'examiner les options de soutien d'un mécanisme systémique d'atténuation de la pauvreté à plus long terme, ciblant les populations libanaises/non libanaises vulnérables. Cet examen constitue le fondement de l'approche programmatique actuelle de l'EUTF (ci-dessous).	Terminé en 2018	DUE (2019) Guidance Package on Social Protection across the Humanitarian-Development Nexus: étude de cas sur le Liban, DUE.
	Le DFID au Liban a ensuite commandité un examen consistant à cartographier les programmes de transferts monétaires au Liban au profit des Libanais-es vivant dans la pauvreté et des réfugié-e-s, et à évaluer les options futures de programmes de transferts monétaires humanitaires susceptibles d'aider à la transition de l'aide aux réfugié-e-s vers une approche de type « filet de sécurité sociale ».	Terminé en 2019	DFID (2019). Terms of reference: Review of Cash Programming and Linkages to Social Protection in Lebanon, mars 2019.
Turquie	L'UNICEF a commandité une étude de faisabilité sur les transferts monétaires en faveur des réfugié-e-s dans le cadre du système turc de protection sociale. Elle a évalué la volonté politique de collaboration, les règlements des gouvernements et des bailleurs de fonds, la solidité et la couverture du système national de protection sociale, les caractéristiques de conception programmatique, les critères et les processus de ciblage, les processus de distribution des transferts monétaires, les risques potentiels et les mesures d'atténuation. Elle a également formulé des options programmatiques pour l'UNICEF et ses partenaires. Cette étude a façonné l'approche programmatique actuelle de l'UNICEF (ci-dessous).	Terminé en 2016	DUE (2019) Guidance Package on Social Protection across the Humanitarian-Development Nexus: étude de cas sur la Turquie, DUE.
Yémen	Le DFID a commandité une évaluation visant à cartographier les programmes existants de protection sociale et de transferts monétaires humanitaires au Yémen, leur couverture, leurs systèmes de distribution, leurs capacités, leurs complémentarités et leurs limitations, et à présenter des options de consolidation et d'harmonisation de ces programmes de façon à soutenir les capacités et l'utilisation des systèmes nationaux. Les conclusions permettront de définir une nouvelle argumentation en faveur des transferts monétaires humanitaires et de la protection sociale en 2020 (démarrage prévu en 2021).	Terminé en 2018	Goodman, R., Frey, C., Ahmed, Z., Steller, R. et Qatimah, A. (2019). BASIC REPORT: YEMEN – LINKING HUMANITARIAN CASH AND SOCIAL PROTECTION (Phase II Report), DAI.

3.2 PROGRAMMES

Pays	Acteurs/trices	Description	Type d'association ⁴	Formation et renforcement des capacités	Ressources
Iraq	Cash Consortium for Iraq	Depuis 2019, les acteurs et actrices des programmes de transferts monétaires à usages multiples en Iraq, tels que le CCI, visent à soutenir une transition de l'aide humanitaire vers le système national de protection sociale. La méthodologie du modèle d'évaluation des vulnérabilités humanitaires est désormais alignée avec celle du modèle d'évaluation de la pauvreté de la Banque mondiale dans le contexte du Réseau de protection sociale. Cela signifie que les évaluations humanitaires peuvent être utilisées pour identifier les ménages vulnérables pouvant être référés aux programmes nationaux de protection sociale, en particulier au Réseau de protection sociale.	Alignement	L'UNICEF fournit un soutien considérable aux institutions et aux systèmes de sécurité sociale.	Khan, S. et Clerici, M. (2019). Humanitarian Assistance and Social Safety Nets in Protracted Crises: A Case Study of Iraq, Groupe de travail sur les transferts monétaires en Iraq.
		En 2015, l'UNICEF a travaillé en collaboration avec les services de protection sociale du ministère du Travail et des Affaires sociales dans le gouvernorat de Dohuk afin de mettre en œuvre des transferts monétaires humanitaires.	Ancrage sur un système existant		
Palestine	PAM, ministère du Développement social, UNICEF	Depuis 2010, la plateforme de paiements en espèces et en coupons du PAM constitue une plateforme commune de paiements permettant de mettre en œuvre les programmes de transferts monétaires du gouvernement, du PAM et d'autres acteurs et actrices humanitaires et du développement. En 2018, le PAM fournissait une aide alimentaire à 170 000 personnes, en complément du système public de protection sociale.	Ancrage sur un système existant, alignement	Le PAM soutient le renforcement des capacités du ministère du Développement social.	PAM (2017). Food Assistance for the Food-Insecure Populations in the West Bank and Gaza Strip, Rapport de projet standard, PAM. PAM Palestine (2019). Note d'information pays Août 2019, PAM.
		Après le conflit de 2014 à Gaza, le PAM et l'UNICEF ont lancé un programme commun d'urgence de coupons électroniques utilisant le système de distribution du PAM afin de répondre aux besoins en nourriture, en formation, en eau, assainissement et hygiène et autres besoins essentiels des personnes déplacées. Le programme utilise le système de ciblage de la pauvreté du Palestinian National Cash Transfer Programme pour identifier les ménages éligibles, selon les données d'une étude de l'UNICEF et de l'ODI qui a confirmé que les bénéficiaires du Palestinian National Cash Transfer Programme étaient parmi les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.	Ancrage sur un système existant		

⁴ O'Brien et al. (2018) présente cinq catégories d'associations, à savoir : l'expansion verticale et horizontale, l'ancrage sur un système existant, l'alignement et les ajustements conceptuels.

Pays	Acteurs/trices	Description	Type d'association ⁴	Formation et renforcement des capacités	Ressources
Turquie	PAM, ministère de la Famille et des Politiques sociales, Direction générale de la gestion des migrations (DGMM), FISCR, UNICEF, ECHO	<p>En 2016, ECHO a créé le Plan d'aide sociale d'urgence (ESSN) visant à mettre à la disposition des réfugié-e-s des transferts monétaires à plus long terme. Le PAM a géré la 1re phase, la FISCR gèrera la 2e phase. L'ESSN répond mensuellement aux besoins essentiels de plus de 1,3 million de réfugié-e-s. Le plan est conçu et géré séparément du système national de protection sociale destiné aux citoyen-ne-s, mais il utilise ses infrastructures et ses institutions (système intégré d'informations des services d'assistance sociale ; fondations de solidarité). Les paiements sont gérés par le biais du système de cartes Kizilay de la Croix-Rouge turque.</p> <p>Depuis 2017, l'UNICEF, en collaboration avec la Croix-Rouge turque et le ministère de la Famille et des Politiques sociales, met en œuvre un programme intégrant des transferts monétaires conditionnels pour l'éducation des réfugié-e-s (le CCTE). Ce programme est aligné avec la conception du CCTE en faveur des enfants turcs et fournit des transferts monétaires aux enfants réfugiés inscrits dans les écoles turques ou les centres temporaires d'éducation. La 1re phase a été mise en œuvre au cours des années scolaires 2017-2018 et 2018-2019 et 511 453 enfants en ont bénéficié. La 2e phase a commencé en 2019. Le programme utilise les systèmes de distribution du gouvernement et de l'ESSN.</p>	Ancrage sur un système existant, alignement	Les programmes ont soutenu l'intégration de la base de données d'enregistrement des réfugié-e-s du gouvernement et du système de gestion des informations (SGI) pour les enfants réfugiés en centres temporaires d'éducation, vers le système national d'informations d'assistance sociale. Le CCTE de l'UNICEF comprend un nouvel élément de protection des enfants devant être institutionnalisé dans les systèmes turcs.	<p>Maunder, N., Seyfert, K., Aran, M., Baykal, G., Marzi, M. et Smith, G. (2018). Evaluation of the DG ECHO funded Emergency Social Safety Net (ESSN) in Turkey November 2016–February 2018, Volume 1: Final Evaluation Report, OPM.</p> <p>DUE (2019) Guidance Package on Social Protection across the Humanitarian-Development Nexus: étude de cas sur la Turquie, DUE.</p> <p>Juillard, H., Smith, G., Maillard, C., Jourdain, J., Vogel, B., Shah, V. et Weiss, L. (2020). Cash assistance: how design influences value for money. Paris : Key Aid Consulting.</p>

Pays	Acteurs/trices	Description	Type d'association ⁴	Formation et renforcement des capacités	Ressources
Liban	PAM, EUTF, Banque mondiale, Allemagne, ministère des Affaires sociales	Depuis 2014, le PAM a soutenu le ministère des Affaires sociales pour mettre en œuvre un transfert de coupons dans le cadre de son Programme national de ciblage de la pauvreté. Le programme utilise la plateforme de distribution et le système de gestion des bénéficiaires du PAM pour ses transferts monétaires en faveur des réfugié-e-s. En 2018, l'EUTF a fourni des fonds pour l'élargir, ainsi que pour soutenir de manière continue les transferts monétaires à usages multiples au profit des réfugié-e-s. Les leçons et les systèmes issus de la conception et de la mise en œuvre de l'assistance monétaire aux réfugié-e-s devraient orienter l'élaboration d'un programme de transferts sociaux destiné à la population libanaise vulnérable qui soit plus inclusif et efficace.	Alignement	L'EUTF comprend un volet d'assistance technique visant à soutenir le cadre de protection sociale au Liban et à renforcer les ressources humaines et les capacités des systèmes. Le PAM forme le personnel du ministère des Affaires sociales.	EUTF (2018). EUTF support to social assistance to vulnerable refugees and host communities affected by the Syrian crisis in Lebanon: Action Document for EU Trust Fund (juin 2018).
	UNICEF	L'UNICEF a utilisé la base de données de ménages du Programme national de ciblage de la pauvreté pour cibler ses transferts monétaires humanitaires en hiver 2017.	Ancrage sur un système existant		Smith, G. (2017). Linking Humanitarian Cash Transfers with National Social Protection Systems in the MENA Region, étude de cas interne des enseignements tirés pour l'UNICEF.
	Oxfam	Depuis 2016, les centres locaux de développement social de Tripoli mettent en œuvre le programme Temporary Cash Assistance qui cible quelques centaines de ménages libanais et syriens. Les participant-e-s reçoivent des transferts monétaires pendant quatre mois et une orientation vers d'autres services pourvoyant à leurs besoins essentiels suite à un choc. Un ciblage communautaire et une orientation via le Programme national de ciblage de la pauvreté permettent d'identifier les ménages bénéficiaires.	Ancrage sur un système existant		Oxfam au Liban (2019). Overview: Oxfam's Temporary Cash Assistance Project. Liban : Oxfam.
Yémen	UNICEF, USAID, Banque mondiale	Entre 2015 et 2017, l'UNICEF a mis en œuvre un programme de transferts monétaires pour subvenir aux besoins essentiels de plus de 20 000 ménages vulnérables touchés par le conflit à Sana'a et Taiz. Le programme utilisait certains des systèmes administratifs du Fonds d'assistance sociale (SWF), y compris le personnel des institutions de sécurité sociale et le mécanisme de paiement. Depuis 2017, l'UNICEF a mis en œuvre le Projet de transfert de fonds d'urgence (ECTP) grâce à des fonds de la Banque mondiale et d'autres organisations. Le projet vise à poursuivre les paiements aux bénéficiaires du SWF pendant la crise. Il cible 1,5 million de ménages vulnérables à partir de la liste des bénéficiaires du SWF.	Ancrage sur un système existant	Le renforcement des capacités des institutions du SWF constitue un volet essentiel de l'approche de l'UNICEF. Ce renforcement inclut l'amélioration du mécanisme des plaintes et des appels et du système de gestion des informations.	Goodman, R., Frey, C., Ahmed, Z., Steller, R. et Qatinah, A. (2019). BASIC REPORT: YEMEN – LINKING HUMANITARIAN CASH AND SOCIAL PROTECTION (Phase II Report), DAI. Smith, G. (2017). Linking Humanitarian Cash Transfers with National Social Protection Systems in the MENA Region, étude de cas interne des enseignements tirés pour l'UNICEF.

3.3 FORMATIONS ET RÉUNIONS

Les événements principaux ayant influencé le débat et les activités dans la région comprennent diverses réunions de financement des bailleurs de fonds internationaux et les conférences sur la crise des réfugié-e-s syrien-ne-s et les déplacements forcés, ainsi que des événements spécifiques à chaque pays. Des événements sur les leçons tirées pourraient également être organisés à l'avenir. Voici les informations détaillées :

Événement	Date	Détails	Pays	Ressources
Conférence de Bruxelles pour « Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région »	2017, 2018, 2019	<p>Événement annuel rassemblant les gouvernements qui sont bailleurs de fonds et hôtes, les organisations régionales, les institutions financières internationales (IFI) et les agences des Nations Unies afin de mobiliser les engagements politiques et financiers de la communauté internationale pour l'intervention en Syrie. Cette conférence met à profit les événements précédents à Londres (2016) et au Koweït (2015), qui ont donné lieu à un soutien à la protection sociale dans le cadre du plan turc et ont mené à la création de la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie (FRIT). Cela a permis un financement à plus long terme et plus prévisible pendant la crise afin de traiter des besoins à la fois humanitaires et de développement à plus long terme des réfugié-e-s et des communautés hôtes.</p> <p>En 2018, la protection sociale était incluse dans les priorités de financement des bailleurs de fonds dans trois pays, la tendance étant à un soutien pluriannuel et au renforcement des systèmes.</p> <p>Les actions sont ensuite mobilisées par le biais de divers instruments de financement, tels que la FRIT et l'EUTF régional.</p> <p>Les efforts d'implication des ONG syriennes et internationales ont caractérisé la troisième conférence de Bruxelles.</p>	Liban, Turquie, Jordanie	<p>UE (2018) Deuxième conférence de Bruxelles du 24 au 25 avril 2018 : document de conférence de partenariat (Liban, Turquie, Jordanie)</p> <p>Conseil de l'UE (2019). Troisième conférence de Bruxelles pour « Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région » : déclaration des coprésident-e-s, communiqué de presse du 14 mars 2019</p> <p>CE (2016). Managing the Refugee Crisis: The Facility for Refugees in Turkey.</p>
Conférence de contributeurs de haut niveau pour la crise humanitaire au Yémen, à Genève	2018	Conférence similaire de contributeurs/trices politiques et financiers/ères de haut niveau destinée aux bailleurs de fonds et aux gouvernements et axée sur le Yémen	Yémen	DUE (2019) Guidance Package on Social Protection across the Humanitarian-Development Nexus: étude de cas sur le Yémen, EUD.
Atelier : Association entre les transferts monétaires humanitaires à usages multiples et le programme de filet de sécurité sociale du ministère du Travail et des Affaires sociales en Iraq	2018	Le DFID, en partenariat avec la Banque mondiale et le gouvernement irakien, a organisé un atelier de deux jours réunissant des représentant-e-s du gouvernement et des organisations humanitaires internationales en vue d'élaborer une feuille de route sur la voie à suivre pour l'association entre les transferts monétaires et la protection sociale. L'atelier a donné lieu à l'ébauche d'un plan d'action sur la voie à suivre concernant l'association, y compris le ciblage, l'orientation et la gestion des informations.	Iraq	DFID (2018). Plan d'action : Créer des liens entre le programme d'assistance monétaire à usages multiples et le Réseau de protection sociale du ministère du Travail et des Affaires sociales en Iraq.

Événement	Date	Détails	Pays	Ressources
Conférence internationale sur la protection sociale dans des contextes fragiles et de déplacements forcés	2017	Le document final approuvé par les gouvernements, les bailleurs de fonds et les organisations humanitaires internationales souligne le besoin d'actions collaboratives humanitaires et de développement, et d'un renforcement des capacités de protection sociale à l'échelle nationale afin d'établir des mécanismes durables d'intervention en faveur des populations déplacées.	Influence potentielle sur l'ensemble de la région. Mentionné spécifiquement dans la documentation sur l'Iraq et le Liban.	UNICEF (2017). Conférence internationale sur la protection sociale dans des contextes fragiles et de déplacements forcés Bruxelles, du 28 au 29 septembre 2017 : document final. Khan, S. et Clerici, M. (2019). Humanitarian Assistance and Social Safety Nets in Protracted Crises: A Case Study of Iraq, Groupe de travail sur les transferts monétaires en Iraq. EUTF (2018). EUTF support to social assistance to vulnerable refugees and host communities affected by the Syrian crisis in Lebanon: Action Document for EU Trust Fund (juin 2018).
Groupe de travail régional du GNUD sur la protection sociale	2016	A publié une note stratégique approuvant la transition de l'aide humanitaire vers des filets nationaux de sécurité et des systèmes de protection sociale afin d'améliorer l'efficacité, la transparence et la redevabilité de l'aide, et de soutenir la transition de la prise en charge humanitaire vers les filets de sécurité sociale à long terme.	Influence en termes d'orientation des interventions dans la région. Mentionné spécifiquement dans la documentation sur l'Iraq.	Groupe de travail régional du GNUD sur la protection sociale (2016). Advancing inclusive and Sustainable Social Protection in the Response to the Syrian Crisis: Strategic Opportunities, Challenges, and Way Forward, Groupe de travail régional du GNUD sur la protection sociale.
Événement national sur les leçons tirées à propos de l'association entre les transferts monétaires et la protection sociale	À confirmer (2020 ?)	En 2e phase du projet CAMEALEON ⁵ , le NRC pourrait organiser un atelier de leçons apprises sur comment aligner les transferts monétaires humanitaires avec le Programme national de ciblage de la pauvreté et comment le renforcer.	Liban	
Événement régional sur les leçons tirées à propos de l'association entre les transferts monétaires et la protection sociale	À confirmer (2020 ?)	L'UNICEF et le HCR discutent d'une activité d'apprentissage régionale sur ce sujet.	Jordanie (régional)	

⁵ Le Cash, Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning Organizational Network (CAMEALEON) est un consortium composé du Conseil norvégien pour les réfugiés, d'Oxfam et de Solidarités International, créé pour fournir une fonction de contrôle tiers au programme de transferts monétaires à usages multiples du PAM au Liban, et pour contribuer à l'apprentissage de l'ensemble du secteur.

3.3 INITIATIVES POLITIQUES ET DE COORDINATION

Les bailleurs de fonds sont devenus des acteurs essentiels dans la promotion d'approches plus coordonnées de l'association entre les transferts monétaires et la protection sociale.

Pays	Détails	Année	Ressources
Iraq	Les bailleurs de fonds, dont le DFID, ECHO, l'Allemagne, le Canada et les États-Unis, ont convenu d'harmoniser leurs programmes humanitaires intégrant des transferts monétaires, et se sont engagés à harmoniser leurs approches d'association avec la protection sociale.	2017	DFID en Iraq (2017). Humanitarian Cash Assistance in Iraq: short-term priorities for alignment & advocacy, document présentant les priorités pour l'alignement des bailleurs de fonds.
Liban	Un Forum sur le filet de sécurité sociale au Liban, coprésidé par la délégation de l'UE et la Banque mondiale, avec la participation du HCR, de l'UNICEF, du PAM, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et d'Oxfam, a été créé en 2019 avec pour objectif d'améliorer la coordination des efforts d'association entre les transferts monétaires et la protection sociale.	2019	EUTF (2018). EUTF support to social assistance to vulnerable refugees and host communities affected by the Syrian crisis in Lebanon: Action Document for EU Trust Fund (juin 2018).
	Le DFID a commandité, par le biais du cadre BASIC, la création d'un poste de coordination, dédié aux bailleurs de fonds et ayant pour objectif d'améliorer la coordination des approches des bailleurs de fonds envers les transferts monétaires et l'élaboration d'un filet de sécurité. Au nom des bailleurs de fonds et en coordination avec les autres principales parties prenantes et les forums politiques, soutenant, le cas échéant, les discussions stratégiques sur (i) comment stimuler des réformes humanitaires au Liban et dans les programmes de transferts monétaires, et (ii) comment intégrer les leçons tirées des programmes humanitaires intégrant des transferts monétaires dans les discussions sur les filets de sécurité à plus long terme au Liban.	Avril 2020	DFID (2019). TERMS OF REFERENCE: Lebanon Multipurpose Cash and Social Protection Linkages Multi-Donor Coordinator À temps partiel, décembre 2019
Yémen	Au Yémen, les bailleurs de fonds ont formé un groupe en vue de combler l'écart entre l'humanitaire et le développement.	2019	DFID (2019). Terms of Reference: Yemen Social Protection and Humanitarian Cash Linkages Donor Coordinator
	En 2019, le DFID a recruté un-e coordinateur/trice dédié-e avec pour objectif d'améliorer le leadership collectif entre les principaux bailleurs de fonds en vue de l'élaboration d'un système commun de transferts monétaires offrant des opportunités d'appropriation locale au Yémen.	Mars 2020	À temps partiel, décembre 2019
Mondial (en particulier en Iraq)	En 2017, l'UE a publié son engagement envers la mise en œuvre du nexus humanitaire-développement qui a influencé les efforts de collaboration entre l'UE et ECHO, et les engagements d'association entre les transferts monétaires et la protection sociale dans l'ensemble de la région, et plus spécifiquement en Iraq, en tant que pays pilote du nexus.	2017	CE (2018). EU steps up its assistance for the reconstruction of Iraq, communiqué de presse, Bruxelles, 27 novembre 2018

4 LEÇONS PRIMORDIALES

4.1 DES FACTEURS JURIDIQUES ET POLITIQUES PEUVENT FAVORISER OU COMPROMETTRE CETTE APPROCHE.

La documentation met en lumière le rôle primordial du dialogue et de la volonté politiques dans la facilitation ou la restriction des efforts d'association dans la région, et l'étendue de la faisabilité.

En Turquie, au Yémen, en Jordanie et en Iraq, un soutien politique et une direction stratégique pour l'utilisation de filets de sécurité monétaires dans le cadre du système de protection sociale existaient déjà. Il établissait une base de discussion sur l'association puisque des modalités comparables étaient utilisées lors des interventions humanitaires. En revanche, au Liban, le gouvernement est encore réticent à l'idée d'adopter des modalités monétaires et le pays n'a pas de filet de sécurité monétaire destiné aux Libanais-es vivant dans la pauvreté. Les efforts d'alignement ont pris la forme d'un processus lent de dialogue politique, avec l'introduction d'un programme à petite échelle de coupons, ainsi que des efforts de collecte des données probantes.

La nature de la crise influence également le soutien politique à l'association. En Jordanie, en Turquie et au Liban, l'inclusion/l'intégration des réfugié-e-s dans le système national de protection sociale reste un sujet politiquement sensible du fait des préoccupations compréhensibles quant à la manière de soutenir ce système de manière durable si le financement des bailleurs de fonds internationaux venait à s'arrêter. De ce fait, les possibilités sont limitées. Par exemple, au Liban, il n'est pas possible de parler d'intégration des réfugié-e-s. En Jordanie, le Fonds national d'aide est uniquement destiné aux citoyen-ne-s jordanien-ne-s, tandis qu'en Turquie, l'objectif de la 1^{re} phase de l'ESSN consistant à intégrer les réfugié-e-s dans le système national n'a pas pu être atteint. Dans le cadre de la 2^e phase, un tiers des personnes les plus vulnérables pourrait être intégrées.

L'influence de la classe politique sur les progrès est évidente en Iraq, où les élections et les changements de gouvernement en 2018 ont contribué à retarder l'avancement de la planification d'actions.

4.2 POINTS D'ENTRÉE

D'un côté, les expériences diverses dans la région soulignent le fait que les facteurs contextuels jouent un rôle immense dans la faisabilité et la portée de l'association. Parmi les facteurs influents se trouvent la maturité, la fonctionnalité, la couverture et la capacité des systèmes monétaires de protection sociale, ainsi que les aspects juridiques (en particulier pour l'inclusion des réfugié-e-s) et la volonté politique. Par exemple, en Iraq et en Turquie, la différence de maturité et de couverture a conduit à des approches forcément différentes de l'association. D'un autre côté, les expériences au Liban et en Jordanie montrent qu'il peut exister malgré tout des points d'entrée pour l'association entre les transferts monétaires et la protection sociale dans les contextes de déplacements, y compris lorsque les systèmes nationaux de protection sociale ne sont pas très élaborés, et lorsque l'expansion de ces systèmes afin d'inclure les populations déplacées rencontre des obstacles politiques et juridiques. Les expériences au Yémen montrent que, même dans les situations de conflits, lorsque des systèmes nationaux existent, la création de liens avec ces systèmes peut être bénéfique afin de préserver leur fonctionnalité en vue d'une future restauration, tout en contribuant également à la mise en place d'une intervention d'urgence. En Syrie, il n'existe pas de champ d'application similaire permettant d'utiliser les structures de protection sociale préexistantes ou de promouvoir la durabilité des programmes à long terme de protection sociale. Cependant, le PAM indique qu'un certain nombre de ses activités humanitaires pourraient façonner le rétablissement d'un programme national de protection sociale, une fois la paix retrouvée. Ce programme pourrait utiliser les données de l'évaluation des vulnérabilités et les leçons tirées des programmes de transferts monétaires soutenant l'éducation et la nutrition. La continuité des relations avec les ministères concernés a constitué un point d'entrée dans ce contexte.

Les expériences en Turquie, en Iraq, au Liban, dans les Territoires palestiniens occupés et au Yémen soulignent le fait que les humanitaires peuvent trouver des points d'entrée variés pour promouvoir l'association, outre leur rôle « traditionnel » d'agent-e-s de mise en œuvre des transferts monétaires. Ils peuvent jouer un rôle crucial dans le renforcement et l'amélioration des capacités des systèmes et des programmes nationaux, y compris la

mise en place du système de gestion des informations, la gestion des données, le développement du système de distribution, la conception technique (ciblage, valeur de transfert) et le renforcement institutionnel.

En Turquie et au Liban, les expériences montrent que dans les contextes caractérisés par la présence de réfugié-e-s, l'alignement entre les transferts monétaires et l'aide aux citoyen-ne-s peut constituer un point d'entrée crucial. Au Liban, les bailleurs de fonds à la deuxième conférence de Bruxelles se sont engagés à soutenir les communautés hôtes vivant dans la pauvreté, ainsi que les réfugié-e-s, en investissant dans le Programme national de ciblage de la pauvreté. En Turquie, bien qu'un soutien direct aux citoyen-ne-s ne soit pas fourni dans le cadre de l'ESSN/du CCTE, les valeurs de transfert ont dû être fixées selon le principe de la parité par rapport à l'aide fournie aux familles turques.

Dans presque tous les pays, certaines agences des Nations Unies et certains bailleurs de fonds dominent les discussions et les activités dans ce domaine. La nature politique et le choix des lieux de discussions y sont pour quelque chose. Les discussions ont eu lieu lors des conférences internationales de contributeurs de haut niveau (au Liban, en Turquie, en Jordanie), sous forme de consolidation des transferts monétaires humanitaires en de larges programmes pilotés par l'ONU et utilisant les systèmes de gestion des informations et de distribution gérés par l'ONU (en Jordanie, au Liban, dans les Territoires palestiniens occupés, au Yémen). Cela a limité les points d'entrée d'autres organisations, telles que les ONG internationales et certaines sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. En revanche, en Iraq, des points d'entrée existent pour une multiplicité d'acteurs et d'actrices, y compris les ONG internationales. Les ONG internationales, qui se sont organisées sous la forme du consortium Cash Consortium for Iraq (CCI), continuent à jouer un rôle plus important dans la conception et la mise en œuvre de l'élément monétaire de l'intervention humanitaire, et sont par conséquent plus directement impliquées dans les stratégies de transition vers la protection sociale. En attendant, en Turquie, ECHO a lancé un appel plus large à des propositions de mise en œuvre de la 2e phase de l'ESSN, et a choisi la FISCR plutôt que le PMA pour des raisons de rentabilité et pour soutenir les efforts de localisation. Au Liban, le rôle de suivi tiers indépendant des ONG au sujet des transferts monétaires pilotés par l'ONU (par le biais du consortium CAMEALEON) peut également valoir la peine d'être examiné dans les programmes qui y sont liés. Les expériences suggèrent que les acteurs/trices autres que les agences des Nations Unies apportent une valeur ajoutée du point de vue de l'efficacité et de la redevabilité, selon le contexte. Les rôles et la valeur ajoutée des différents acteurs et actrices de cet espace font l'objet d'un débat crucial à l'échelle régionale et mondiale, ce débat étant identifié dans le rapport SOWC2 du CALP⁶.

4.3 TENIR COMPTE DES LIMITES ET DES AVANTAGES DE L'ASSOCIATION ENTRE LES TRANSFERTS MONÉTAIRES ET LES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE

Tandis que la documentation souligne clairement les divers avantages potentiels de la création d'une association entre les transferts monétaires et la protection sociale, elle identifie également les obstacles particuliers de cette approche devant être pris en considération :

Lors de l'utilisation des systèmes nationaux pour mettre en œuvre les transferts monétaires, cette approche résulte en certains compromis de divers aspects de la rentabilité : en Turquie, les études sur la rentabilité de l'ESSN et du CCTE pour les réfugié-e-s ont confirmé que la mise en œuvre des transferts monétaires par le biais du système national existant de protection sociale avait amélioré la rentabilité et la vitesse de distribution, ce qui permettait une mise à l'échelle rapide. D'un autre côté, la conception du programme turc de protection sociale et les processus opérationnels du pays n'étaient pas toujours idéaux pour répondre aux besoins spécifiques et aux contraintes des réfugié-e-s, ce qui risquait d'en limiter l'efficacité, particulièrement pour certains groupes vulnérables.

La capacité limitée des institutions chargées de l'administration de la protection sociale constitue un goulot d'étranglement auquel il faut remédier : les évaluations en Iraq et au Liban l'ont identifié comme un facteur pouvant saper les efforts d'alignement des transferts monétaires et de la protection sociale. En Turquie, les préoccupations quant à la capacité des fondations de gérer un grand nombre de réfugié-e-s ont conduit les acteurs et actrices humanitaires à créer les centres de service du Croissant-Rouge turc. Ces centres réduisent la charge de travail de la Fondation d'aide sociale et de solidarité et accélèrent l'enregistrement.

⁶ CaLP (disponible prochainement) Deuxième rapport State of the World's Cash Report. CaLP.

Des adaptations des processus de protection sociale sont susceptibles d'être nécessaires pour les rendre pertinents et efficaces dans le contexte d'urgence : la flexibilité du gouvernement turc à modifier et adapter les caractéristiques de conception afin de mieux répondre aux besoins dans les situations d'urgence constitue un facteur crucial du succès dans le pays. Ainsi, étant donné que les ménages de réfugié-e-s rencontrent plus d'obstacles économiques pour accéder à l'éducation, le CCTE pour les réfugié-e-s fournit des compléments aux paiements réguliers du programme. Ces paiements sont programmés pour coïncider avec la rentrée scolaire, lorsque les coûts des études sont plus élevés. Lors de la 2^e phase, ces paiements augmenteront pour les enfants du secondaire, car les risques de décrochage scolaire sont alors plus élevés. Les processus d'enregistrement ont également été adaptés pour les rendre plus accessibles aux réfugié-e-s vulnérables. Au Yémen, l'UNICEF avait besoin de procéder à un certain nombre d'adaptations opérationnelles des procédures de mise en œuvre du SWF afin de les rendre plus efficaces en situation de conflits.

Influence potentiellement négative d'une vision réductrice du « programme » sur l'approche systématique : en Iraq et au Liban, les débats sur les associations tournent à ce jour autour du fait que le Réseau de protection sociale et le Programme national de ciblage de la pauvreté, respectivement, constituent les « contreparties naturelles » à l'aide essentielle ciblant la pauvreté octroyée sous forme de transferts monétaires à usages multiples par les organisations humanitaires. Les évaluations effectuées dans les deux pays soulignent le fait que la protection sociale la plus efficace se fait sous forme d'un système stratifié fournissant une protection sociale minimale. Elles soulignent également l'importance de développer cette vision nationale plus large afin de garantir une prestation de services qui répondent aux besoins des différents groupes. En Turquie, la programmation a évolué vers cette approche systématique, le CCTE pour les réfugié-e-s offrant des transferts ciblant les enfants et venant s'ajouter à l'ESSN pour les besoins essentiels. Au Yémen, l'UNICEF pilote également un alignement de l'ECTP avec les services plus larges selon le concept d'une protection sociale minimale.

L'aide humanitaire est encore nécessaire pour combler les lacunes, tout au moins à court et à moyen terme : en Palestine et en Turquie, les systèmes nationaux sont utilisés pour fournir l'aide et ne parviennent pas à répondre aux besoins de toutes et tous, et les acteurs et actrices humanitaires continuent de jouer un rôle vital pour combler les lacunes. En Turquie, Concern Worldwide a un programme complémentaire d'argent contre éducation qui fournit une aide aux enfants très vulnérables qui ne sont pas scolarisés en complément du CCTE pour les réfugié-e-s, comblant ainsi certaines lacunes.

Il convient d'accorder plus d'attention à la théorie du changement sur laquelle se fondent les manières dont les acteurs et actrices humanitaires peuvent aligner et contribuer à la construction des systèmes nationaux émergents : l'étude du DFID au Liban souligne le fait que les efforts d'alignement des programmes de transferts monétaires humanitaires avec les systèmes nationaux doivent établir et utiliser des indicateurs clairs pour l'efficacité de ces investissements quant à leur contribution au renforcement du système national afin de recueillir des données probantes sur la valeur ajoutée de ces efforts d'« alignement ».

4.4 IMPORTANCE DE LA COORDINATION

Les expériences en Iraq, au Liban, en Palestine, en Turquie et au Yémen soulignent l'importance d'une coordination à plusieurs niveaux afin de faire avancer les efforts d'association entre les transferts monétaires et la protection sociale. Notamment :

- Coordination entre les ministères responsables des différents domaines de la protection sociale et de l'intervention en cas de catastrophe (Turquie, Liban, Iraq).
- Coordination entre le gouvernement et les acteurs/trices internationaux/ales, sur les plans stratégique et opérationnel (Turquie, Yémen, Iraq, Palestine).
- Coordination entre les acteurs/trices humanitaires internationaux afin d'améliorer le partage des données et d'élaborer une réponse stratégique et cohérente qui réduit la duplication et les lacunes (Turquie, Yémen, Iraq).
- Coordination entre les partenaires humanitaires et du développement afin de combler ce fossé disciplinaire (tous les pays).

En Turquie, au Yémen, en Jordanie, au Liban et en Iraq, les bailleurs de fonds se révèlent être des acteurs primordiaux pour promouvoir la coordination nécessaire, à la fois au niveau opérationnel et politique. Cette coordination inclut la réunion des bailleurs de fonds du développement humanitaire (Turquie, Yémen, Liban), la commande d'évaluations et d'ateliers (Yémen, Iraq, Liban, Jordanie), et le recrutement de coordinateurs et coordinatrices dédié-e-s (Yémen, Liban).

Les études menées au Yémen, en Iraq et au Liban soulignent que les priorités conflictuelles des organisations opérationnelles, chacune souhaitant conserver son empreinte organisationnelle et ses propres systèmes, peuvent diminuer les incitations à collaborer.

4.5 TOUT PROGRÈS REQUIERT UNE VISION ET UN FINANCEMENT DE LONG TERME DANS L'ENSEMBLE DU NEXUS

La documentation sur la Turquie, la Palestine, le Yémen, la Jordanie, l'Iraq et le Liban souligne l'importance d'élaborer des stratégies réalistes pour l'association entre les transferts monétaires et la protection sociale à plus long terme, et pour un financement issu non seulement du développement, mais également de l'humanitaire, afin d'y aboutir.

Au Liban, en Turquie, au Yémen, dans les Territoires palestiniens occupés et en Jordanie, les bailleurs de fonds se réunissent ou se mobilisent pour créer un portefeuille de financement, réduisant ainsi la dépendance aux fonds humanitaires.

En Turquie, bien que l'objectif déclaré de la 1^{re} phase du programme ESSN soit le soutien à la transition de l'aide aux réfugié-e-s vers le système turc, cet objectif n'a pas été atteint et l'ESSN continuera à être financé par des bailleurs de fonds lors de la FRiT2. De manière similaire, en Palestine, les programmes continuent à être principalement financés par des bailleurs de fonds après plus de cinq ans. Au Liban, le programme EUTF a une durée de 30 mois, ce qui, bien qu'étant une étape importante, est insuffisant pour soutenir le développement d'un système national d'envergure. L'évaluation effectuée en Iraq par le biais du PAM est arrivée à des conclusions similaires. Au Yémen, le DFID a commandé l'élaboration d'un plan d'action réaliste pour soutenir un système de protection sociale, le plan comportant des activités à court, moyen et plus long terme. En Jordanie, l'étude continue du DFID consiste à définir des options de soutien au Fonds national d'aide en améliorant les systèmes en vue d'une intégration à terme des réfugié-e-s dans plus de trois ans.

RESSOURCES COMPORTANT LES LEÇONS TIRÉES

Pays	Titre	1 Aspects politiques	2 Points d'entrée	3 Difficultés rencontrées	4 Coordination	5 Vision à long terme et finances	Lien
Iraq	PAM (2019). Identifying opportunities to transition the chronically poor and vulnerable from humanitarian assistance to national schemes, Note d'information du PAM, PAM.	●	●	●	●	●	Version papier dans le dossier
	Khan, S. et Clerici, M. (2019). Humanitarian Assistance and Social Safety Nets in Protracted Crises: A Case Study of Iraq, Groupe de travail sur les transferts monétaires en Iraq.					●	
	Smith, G. (2017). Linking Humanitarian Cash Transfers with National Social Protection Systems in the MENA Region, étude de cas interne des enseignements tirés pour l'UNICEF.		●				Non – Interne à l'UNICEF
	Oxfam en Iraq (2018). Social Protection and Humanitarian Cash in Iraq: Towards Responsible Transition, rapport élaboré au nom du CCI.		●		●	●	
	DFID en Iraq (2017). Humanitarian Cash Assistance in Iraq: short-term priorities for alignment and advocacy, document présentant les priorités pour l'alignement des bailleurs de fonds.					●	
Jordanie	DFID (2019). Terms of Reference: Strategic Advice to DFID to Strengthen the Reach of the Social Protection System in Jordan, décembre 2019.	●	●		●	●	

Pays	Titre	1 Aspects politiques	2 Points d'entrée	3 Difficultés rencontrées	4 Coordination	5 Vision à long terme et finances	Lien	
Liban	DFID (2019). Terms of reference: Review of Cash Programming and Linkages to Social Protection in Lebanon, mars 2019.		●				Non, pas accessible au public	
	Smith (2019). Review of Cash Programming and Linkages to Social Protection in Lebanon, rapport interne pour le DFID au Liban, commandité dans le cadre du BASIC Framework.	●	●	●	●	●	Non, pas accessible au public	
	UE (2018) Deuxième conférence de Bruxelles du 24 au 25 avril 2018 : document de conférence de partenariat (Liban)		●				www.consilium.europa.eu/media/34145/lebanon-partnership-paper.pdf	
	EUTF (2018). EUTF support to social assistance to vulnerable refugees and host communities affected by the Syrian crisis in Lebanon: Action Document for EU Trust Fund (juin 2018).			●		●	Non, pas accessible au public	
	DFID (2019). Terms of reference: Lebanon Multipurpose Cash and Social Protection Linkages Multi-Donor Coordinator À temps partiel, décembre 2019.					●		
	DUE (2018). Guidance Package on Social Protection across the Humanitarian-Development Nexus: étude de cas sur le Liban, DUE.			●			●	https://socialprotection.org/discover/publications/guidance-package-social-protection-across-humanitarian-development-nexus-spa-0
	Agency RED (2019) Multi-Purpose Cash Assistance Programme Evaluation Report: December 2015 to March 2018, un rapport à l'attention de la Croix-Rouge libanaise.			●				
	Gentilini, U., Laughton, S. et O'Brien, C. (2018) Human(itarian) Capital? Lessons on Better Connecting Humanitarian Assistance and Social Protection, Rapport de discussion N° 1802 sur la protection sociale et le travail, Banque mondiale.			●				
Palestine	Gentilini, U., Laughton, S. et O'Brien, C. (2018) Human(itarian) Capital? Lessons on Better Connecting Humanitarian Assistance and Social Protection, Rapport de discussion N° 1802 sur la protection sociale et le travail, Banque mondiale.		●				http://documents.worldbank.org/curated/en/946401542689917993/Human-itarian-Capital-Lessons-on-Better-Connecting-Humanitarian-Assistance-and-Social-Protection	
	Perezniето, P., Jones, N., Hamad, B. et Shaheen, M. (2014) Effects of the Palestinian National Cash Transfer Programme on children and adolescents: a mixed methods analysis, rapport à l'attention de l'UNICEF, ODI.				●		●	www.odi.org/publications/8366-effects-palestinian-national-cash-transfer-programme-children-and-adolescents-mixed-methods-analysis

Pays	Titre	1 Aspects politiques	2 Points d'entrée	3 Difficultés rencontrées	4 Coordination	5 Vision à long terme et finances	Lien
Turquie	Juillard, H., Smith, G., Maillard, C., Jourdain, J., Vogel, B., Shah, V. et Weiss, L. (2020). Cash assistance: how design influences value for money. Paris : Key Aid Consulting.		●	●		●	Doit être publié en juin 2020
	Maunder, N., Seyfert, K., Aran, M., Baykal, G., Marzi, M. et Smith, G. (2018). Evaluation of the DG ECHO funded Emergency Social Safety Net (ESSN) in Turkey November 2016–February 2018, Volume 1: Final Evaluation Report, OPM.						www.alnap.org/help-library/echo-funded-emergency-social-safety-net-an-evaluation
	DUE (2019) Guidance Package on Social Protection across the Humanitarian-Development Nexus: étude de cas sur la Turquie, DUE.	●	●	●	●		
	Parker, B. (2019). EXCLUSIVE: EU transfers €500m Turkey aid project to IFRC – but mulls exit strategy, article du New Humanitarian 24.10.2019.		●				www.thenewhumanitarian.org/news/2019/10/24/EU-%E2%82%AC500m-Turkey-cash-aid-WFP-Red-Cross-Crescent
	UE (2018) Deuxième conférence de Bruxelles du 24 au 25 avril 2018 : document de conférence de partenariat (Turquie)			●			https://www.consilium.europa.eu/media/34145/lebanon-partnership-paper.pdf
	Smith, G. (2017). Linking Humanitarian Cash Transfers with National Social Protection Systems in the MENA Region, étude de cas interne des enseignements tirés pour l'UNICEF.			●			Non – Interne à l'UNICEF
Syrie	Gentilini, U., Laughton, S. et O'Brien, C. (2018). Human(itarian) Capital? Lessons on Better Connecting Humanitarian Assistance and Social Protection, Rapport de discussion N° 1802 sur la protection sociale et le travail, Banque mondiale.		●				http://documents.worldbank.org/curated/en/946401542689917993/Human-itarian-Capital-Lessons-on-Better-Connecting-Humanitarian-Assistance-and-Social-Protection

Pays	Titre	1 Aspects politiques	2 Points d'entrée	3 Difficultés rencontrées	4 Coordination	5 Vision à long terme et finances	Lien
Yémen	DFID (2018). Terms of reference: Framework Development for Linking Humanitarian Cash and Social Protection in Yemen.	●	●				
	Goodman, R., Frey, C., Ahmed, Z., Steller, R. et Qatinah, A. (2019). Basic Report: Yemen – Linking Humanitarian Cash and Social Protection (Phase II Report), DAI.	●	●	●	●	●	
	DUE (2019) Guidance Package on Social Protection across the Humanitarian-Development Nexus: étude de cas sur le Yémen, DUE.	●	●	●			https://socialprotection.org/discover/publications/span-2019-case-study-yemen
	Hutton, J., Boeser, S. et Turnbull, M. (2018). CTP In Challenging Contexts: Case Study on CTP and Risks in Yemen 2015–2020, CaLP.	●					https://www.fsnnetwork.org/ctp-challenging-contexts-case-study-ctp-and-risks-yemen-2015-2018
	DFID (2019). Terms of reference: Yemen Social Protection and Humanitarian Cash Linkages Donor Coordinator À temps partiel, décembre 2019.				●	●	
	Smith, G. (2017). Linking Humanitarian Cash Transfers with National Social Protection Systems in the MENA Region, étude de cas interne des enseignements tirés pour l'UNICEF.		●	●			Non – Interne à l'UNICEF
	Gentilini, U., Laughton, S. et O'Brien, C. (2018). Human(itarian) Capital? Lessons on Better Connecting Humanitarian Assistance and Social Protection, Rapport de discussion N° 1802 sur la protection sociale et le travail, Banque mondiale.		●			●	http://documents.worldbank.org/curated/en/946401542689917993/Human-itarian-Capital-Lessons-on-Better-Connecting-Humanitarian-Assistance-and-Social-Protection
Multinational (réf Iraq, Jordanie, Liban et Turquie)	Deuxième rapport State of the World's Cash Report (2020).		●	●	●	●	Disponible en juillet 2020, cf. www.calpnetwork.org/library/



The Cash Learning Partnership

L'association entre les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale est devenue un sujet de plus en plus important au cours des cinq dernières années, et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est au cœur même de cette évolution. Cet ensemble de ressources (un aide-mémoire et six études de cas régionales) a pour objectif de veiller à ce que les formateurs et formatrices du CaLP et les participant-e-s aux formations de la région MENA (et d'ailleurs) aient accès aux exemples d'association entre les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale les plus pertinents et les plus importants de la région. Les ressources couvrent l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la Palestine, la Syrie, la Turquie et le Yémen. L'aide-mémoire résume les principales activités (programmes, évaluations et analyses, événements et initiatives politiques et de coordination) pertinentes, en mettant en relief les leçons clé tirées et en renvoyant à des documents sur le même sujet. Les études de cas nationales approfondies se centrent sur des expériences d'association entre les transferts monétaires et la protection sociale au Liban, en Iraq et au Yémen.

Ce rapport a été commandité par le Cash Learning Partnership (CaLP) et a été financé par le Bureau fédéral allemand des Affaires étrangères.

